

"L'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas en souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi, au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer, et lui faire de la place."

Italo Calvino,
Les Villes invisibles

JE SUIS « PERSONNE » (extraits)

Dans le monde qui est à faire, à la différence de celui-ci et des mondes antérieurs, dont la fabrication s'attribuait à des dieux variés, quand quelqu'un demandera « qui a fait ce monde ? » la réponse sera « Personne ».

Et pour imaginer ce monde et commencer à le construire, il est nécessaire de voir très loin dans la géographie du temps. Celui qui est « en haut » a la vue courte et se trompe quand il confond un miroir avec une longue-vue. Celui qui est « en bas », « Personne », ne se hisse même pas sur la pointe des pieds pour savoir ce qui va suivre.

Parce que la longue-vue du rebelle ne sert même pas à voir quelques pas devant soi. Ce n'est qu'un kaléidoscope où les formes et les couleurs, complices avec la lumière, ne sont pas des outils de prophète, mais résultent d'une intuition : le monde, l'histoire, la vie, auront des formes et des façons que nous ne connaissons pas encore, mais que nous désirons. Avec son kaléidoscope, le rebelle voit plus loin que le puissant avec sa longue-vue digitale : il voit le lendemain.

Oui, les rebelles marchent dans la nuit de l'histoire, mais c'est pour arriver au lendemain. Les ombres ne les empêchent pas d'agir maintenant et dans leur géographie locale.

Les rebelles n'essaient pas de procéder à une critique ou de réécrire l'histoire pour en changer les mots et la distribution géographique, ils cherchent simplement une carte neuve où il y ait de l'espace pour toutes les paroles.

Une carte où la différence entre les manières d'énoncer le mot « vie » ne dépende pas de celui qui les dit, mais de la totalité des différentes manières existantes de le prononcer. Parce que la musique ne se compose pas d'une seule note, mais de beaucoup, et que la danse n'est pas seulement le même pas répété jusqu'à l'écoeurement.

Ainsi, la paix sera un concert ouvert de mots et de regards sur une autre géographie.

Depuis l'Irak des montagnes du sud-est mexicain, et en voyant le ciel assombri par les avions et les hélicoptères militaires de l'opération Sentinelle.

Sous-commandant insurgé Marcos
Mexico, mars 2003

LA RUE EST A NOUS



STREET PARTY

Réappropriation joyeuse et collective de la ville

SAMEDI 7 OCTOBRE



14h – PORTE de HAL

<http://reclaim.bruxxel.org>



LE 7 OCTOBRE, veille des élections communales en Belgique, aura lieu une «Street Party» ou «Reclaim the streets» dans les rues de Bruxelles. Il s'agit d'une ré-appropriation festive de l'espace public.

Face à un système envahissant et contrôlant, aux réflexes systématiquement productivistes et sécuritaires, à la soumission et au fatalisme grandissant des masses anonymes, nous voulons poser un acte symbolique de désobéissance civile et festive pour dire que la rue nous appartient, qu'elle peut être le lieu de rencontres, de politiques, de joies, de débats et d'ébats. Le début aussi d'une reprise en main de nos vies.

Il y a des alternatives à l'isolement par l'isolement, et l'idée d'une « Reclaim The Streets » est de redonner vie à des pratiques qui rassemblent des personnes très différentes, d'agréer une dynamique qui donne naissance à autre chose que la monotone répétition du vide

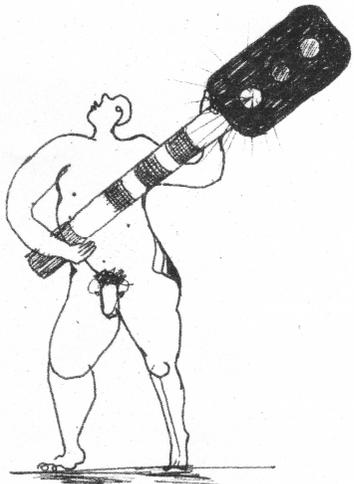
politique dominant. En ne demandant pas d'autorisation, la Street party se démarque d'autres formes de manifestations et devient célébration.

En apparence il ne s'agit que d'une manifestation festive accompagnée de fanfares, de percussions, de théâtre-action, de zones de parole libre, mais surtout de piétons et cyclistes sur la voie publique « reprise au trafic ».

En réalité il s'agit d'un exercice d'insubordination coordonnée en vue de rassembler toutes celles et ceux qui veulent explorer de nouvelles manières de concevoir « le collectif ».

EN PRATIQUE :
La fête commence le 7 octobre 2006 à 14 h Porte de Hal.
Soyez à l'heure !

édito



Cette collection de textes est née d'un constat: malgré des pratiques communes, difficile de se rassembler autour d'un texte commun. Nous avons alors ressenti la nécessité d'assumer cette contradiction, de nous constituer à travers elle. Nous avons rassemblé quelques textes partiels et partiels qui nous touchent, nous gênent ou nous intéressent. Certains traitent directement de la Fête de Rue, y portent des regards différents, ouvrant différentes perspectives, parfois opposées, sur le même évènement. D'autres sont plus théoriques: nous nous en servons comme "boîte à outils", comme arme ou comme lunettes. D'autres enfin concernent des luttes locales et actuelles pour lesquelles nous éprouvons du désir, de l'espoir, de l'amour, de la rage...

Ce journal ne prétend pas être exhaustif.

Il n'est pas le journal "officiel" de la Street Party...

Il est une invitation aux rencontres et à l'insurrection.

P.2: Pouvoir/Territoire ◦ P.4: BD ◦ P.5: Black Block is beautiful ◦ P.9: Proposition de manifeste ◦ P.10: réaction 1 ◦ P.11: réaction 2 ◦ P.12: "et continuer..." / Les conséquences de la nouvelle procédure d'asile ◦ P.15: Colère / Meurtre de Fayçal ◦ P.16: Chronique d'une expropriation ◦ P.17: On s'est fait rouler ◦ P.20: Remise en question... / IRRESPECTOCRATIE... ◦ P.21: St-viGilles ◦ P.23: Agenda

POUVOIR/TERRITOIRE

Si quelque chose change, avec Deleuze et Foucault, dans la conception du pouvoir, cela passe sans doute par le lien privilégié qu'ils établissent entre une théorie du pouvoir et une pensée de l'espace.

Ce recoupement prendra forme dans une interrogation sur le territoire.

Qu'est-ce qu'un territoire en effet si ce n'est un fragment d'espace délimité par un acte de pouvoir, un lieu de règne pour une puissance d'action ?

I L'objet du pouvoir féodal

Le territoire désigne pour Foucault ce qui a constitué pendant tout le haut Moyen-Age et encore au XV^e siècle, la préoccupation essentielle de l'État naissant.

Le problème de l'État était : comment reculer les frontières au plus loin, comment élargir mon territoire ?

Ce qu'on gouvernait, c'était donc un territoire et, secondairement, les sujets qui l'habitent et les richesses qui le composent.

Autrefois, l'État pouvait dire : 'Je vais vous donner un territoire' ou : 'Je vous garantis que vous allez pouvoir vivre en paix dans vos frontières'. C'était le pacte territorial.

Le passage à l'État moderne se caractérisera par l'abandon de l'obsession territoriale : l'objet du gouvernement désormais sera la population vivante (bio-politique), qu'il s'agira de contrôler, de réguler. Ce n'est plus de la terre que l'État promet, mais la santé et le confort sans peur (pacte de sécurité).

Il ne s'agit plus d'agrandir le territoire mais de faire prospérer une population à l'intérieur de

Pour nous, la fête n'aura à nouveau d'attrait que lorsqu'elle sera **REELLEMENT** :

Spontanée
Nôtre Non marchande
Vecteur de rencontres Sans permission
Sans limites Moment de joies
Désintéressée Hors normes
Vivante Décadrée

■ ■ ■

LA RUE EST A NOUS, FAISONS NOUS PLAISIR !

agenda des activités post-street party

Dimanche 8/10

14h: AG, récup géante

15h: projection

21h: concerts (M. Spartako, LPI ?)

Lundi 9/10

19h: Projection + écriture collective sur le rôle de Bruxelles/Belgique au sein de l'Europe (hebdomadaire)

Mardi 10/10

19h: AG

Mercredi 11/10

16h: ouverture des potes

20h: bouffe populaire

Dimanche 15/10

20h: Concerts (Grrzzz- Unschnell- Mamouth + DJ Benwa)

Lundi 16/10

20h: Atelier d'écriture collective (suite du lundi 9)

Mardi 17/10

19h: AG

frontières données. En ce sens, le territoire n'est que le plus vieil objet du pouvoir.

Quand, aux abords d'une gare TGV, on rase tout un quartier populaire pour y implanter des bureaux et des hôtels internationaux, il faut quand même bien, au milieu des décombres et des buildings en construction, envoyer une horde d'artistes créer un SIMULÂCRE de vie dans les rues désertes. Là où croît la désolation, croît aussi la chose artistique.

Quand ON nous fait vivre dans l'habitude des hurlements des sirènes et du flicage quotidien, il est opportun pour le pouvoir d'organiser des événements artistico-festifs pour adoucir les mœurs ; tel le parcours d'artistes ou la Zinneke Parade.

C'est que l'art pose une ambiance qui œuvre sournoisement à démanteler notre présence au monde, à nous pacifier.

POUR CEUX QUI AURAIENT LA MÉMOIRE COURTE...

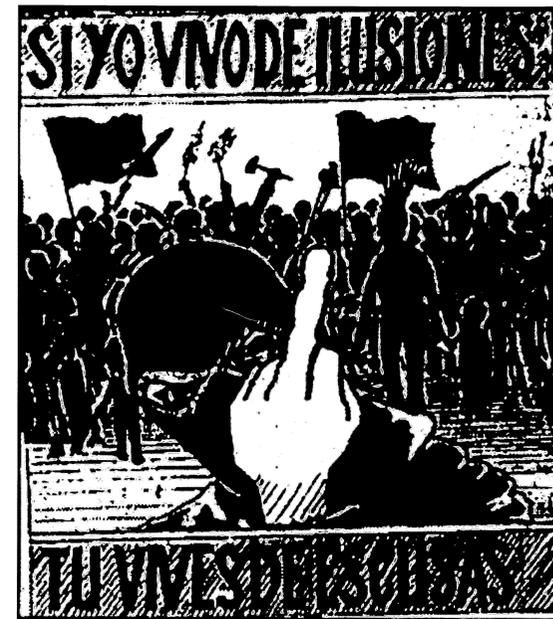
- Octobre 2005 ; Censure d'un débat sur la thématique des sans-papiers dans le cadre d'une semaine sur la redécouverte des Amériques.
- Novembre 2005 ; Alors que des banlieues françaises brûlaient, un échevin éclairé ne proférait-il pas un « Vous voyez à la place Bethléem ? Et bien là, on leur a mis un peu de culture et ils ne crament plus de voitures. »
- Février 2006 ; Lors d'une exposition sur l'art et l'activisme organisée par la commune, des artistes impertinents se sont vu retirer le droit, pourtant accordé par la Commune elle-même, de poser une critique du pouvoir marchand (détournements de publicités) et de mettre en avant la démolition du quartier midi. De plus, la commune refusa en bloc leur proposition de rendre visible la face cachée des sans-papiers de l'église St-Boniface occupée (expo « gueules d'amers »).
- Avril 2006 ; Expulsion de l'église du Parvis occupée par des sans-papiers, pression sur le curé pour ne faire aboutir aucune négociation.
- Avril 2006 ; Afin de casser le mouvement de soutien aux sans-papiers, la commune interdit tout rassemblement de plus de 5 personnes.
- Mai 2006 ; Expulsion des grévistes de la faim et de la soif du local qu'ils occupaient afin de les « sauver » de la mort et de la tuberculose.

Décidemment, il semble que certains sujets fâchent, et lorsqu'on regarde quelques années en arrière, nous constatons que rien n'a vraiment changé... rafles ignobles de sans-papiers, omniprésence de la police, expulsions sauvages et systématiques de squats (Socothane, rue du Fort, Centre Social, Albert, la Teinturerie...)

Tout cela sous le couvert du discours on ne peut plus inique du pouvoir communal qui tente encore et toujours de nous vendre l'aspect multiculturel, pluraliste, social, branché, jeune, cool, artistique, citoyen, convivial de la commune de St Gilles.

Bref, son image de marque.

De par son contexte normatif et marchand (même dans la gratuité), nous affirmons que, **paradoxalement, la FETE PUE LA MORT.**



Il L'espace analytique du pouvoir disciplinaire

On ne dira pas pour autant que le pouvoir dans ses formes modernes rompt totalement avec une problématique territoriale.

En fait il la reconduit à un autre niveau. C'est que la discipline a encore à faire avec la topographie. Elle est un mode spécifique d'investissement de l'espace : le quadrillage.

La discipline se comprend comme investissement analytique de l'espace. Il s'agira par exemple d'établir des cellules fonctionnelles adaptées, pour des opérations précises, déterminées, et où viendront s'inscrire des sujets dociles : les postes de travail dans une usine, la disposition des lits dans un hôpital, etc. Le dispositif spatial une fois mis en place, muni de son sujet et de sa fonctionnalité propre, sera traversé par un regard (principe de surveillance) qui jouera comme la garantie et la condition de son bon

exercice. La discipline ne supporte pas les territoires défendus, les recoins secrets : elle exige la lumière.

La discipline, tactique moderne du pouvoir, suscite des mini-territorialités analytiquement décomposées, assujettissantes, et traversées de visibilités pénétrantes.

La problématique du pouvoir n'est pas réfléchie ici au niveau d'une macro-politique (l'État, la Loi, etc.) mais d'une micro-politique (la distribution concrète des individus au travail, à l'armée, les règlements, etc.).

L'attachement au territoire montre un changement d'échelle dans la pensée du pouvoir.

III Le territoire pour penser le pouvoir

Le territoire ne se réduit pas à un objet inaperçu du pouvoir. Il est aussi ce qui permet de penser le pouvoir. C'est-à-dire qu'il ne s'est pas simplement agi, pour Deleuze et Foucault, de penser le territoire à partir du pouvoir, mais aussi de penser le pouvoir à partir du territoire.

On donnera deux raisons, communes à Foucault et à Deleuze, d'une théorisation du pouvoir à partir d'un modèle territorial.

Le pouvoir d'abord n'est plus pensé comme chose. Il n'appartient à personne en particulier, pas même à une classe sociale. Il n'est pas un être, mais ce qui circule entre les êtres.

Ensuite, le pouvoir n'est plus conçu selon la verticalité des palais ou des pyramides, comme une série de dominations successives, dans un mouvement de concentration.

Il a au contraire l'horizontalité du territoire, traversé de réseaux multiples, qui forment parfois des foyers, mais sans qu'un centre jamais organise cette dispersion.

Le recours aux métaphores spatiales permet d'abandonner le modèle monarchique du pouvoir, pour le repenser comme multiplicité étoilée.

IV La pulsation d'une puissance vitale

Il se peut cependant qu'une dimension importante du territoire ait été jusqu'ici oubliée : celle qui prend en compte l'éthologie (étude du comportement animal).

Elle nous permettrait d'ouvrir la problématique du pouvoir-territoire.

Un enfant dans le noir chante une ritournelle. Il a peur (ce qui l'enveloppe ne lui est pas connu,

est informé), alors il chante. Peu à peu il reprend confiance, il est au centre de sa chanson, de son territoire conquis sur les ténèbres. Bientôt rassuré, et presque fort, l'enfant provoque la nuit de sa chansonnette, tente même de l'accorder à des forces de vie qu'il sent le traverser (vibrations des présences nocturnes à distinguer des épaisseurs de ténèbres qui précédaient). Soit encore un oiseau. Il peut comme le rouge-gorge chanter pour marquer son territoire, ou encore comme cet autre, chaque matin disposer pour assigner des limites, des feuilles, en les retournant sur leur face la plus pâle, afin qu'avec clarté elles se détachent. Ces scènes illustrent des points importants d'une pensée deleuzienne du territoire. Déjà le territoire ne se confond pas avec un simple milieu extérieur qu'on viendrait habiter, remplir, occuper. Le territoire pour le vivant est un prolongement de lui-même, ou plutôt une réserve qu'il se forge afin de se protéger d'une extériorité menaçante. Ainsi la ritournelle de l'enfant contre la nuit.

Le territoire en ce sens est une intériorité déployée depuis laquelle seulement le vivant commence à exister, une fois qu'il a pu se constituer comme centre et tracer le cercle d'un territoire propre.

Par ailleurs, la danse matinale de l'oiseau fait assister à la naissance de l'art : les choses de la nature (les feuilles, la couleur plus sombre du sol) se mettent à exprimer. Le territoire que se donne le vivant, c'est peut-être la première forme créée.

Mais Deleuze ne s'arrête pas au geste de clôture. Il faut qu'une forme, un territoire, une existence déterminée, après le mouvement d'arrachement constitutif au chaos, apprennent à se laisser traverser par des lignes de fuite qui puissent entraîner sans détruire.

Il ne faut pas penser alors qu'un pouvoir vient occuper du dehors un territoire (modèle de la conquête).

Le territoire c'est, au coeur même du pouvoir, le déploiement de son jeu propre.

D'après Frédéric GROS



Les nouvelles directives de « chasse aux fraudeurs » dans les transports en commun (bus de la stib) ont fortement marqué le coup de façon significative : personne n'échappe au contrôle car tout le monde est présumé « coupable potentiel » : même si un bus en circulation dépense autant de carburant s'il transporte des fraudeurs ou pas, comme des enfants de 5 ans qui doivent montrer pattes propres avant de passer à table, les retraités, étudiants abonnés, les foules entières aux heures de pointes occasionnent de longues procédures aux arrêts, les bus consomment plus de carburant, polluent, etc ... tout le monde est plongé dans un rôle ridicule et abrutissant : chauffeurs en « gardes » et usagers en « communiants ». Chasse aux chômeurs, cartes d'identité électroniques, politique d'asile, information officielle, circulation, etc ..., tout tend à confirmer que nous sommes pris pour des bêtards ... aucun candidat ne laisse sous-entendre qu'il souhaite ne fût-ce qu'un peu inverser la tendance, car ce qu'ils prônent est du même ordre, est « dans » le même ordre.

Je m'interroge encore sur le pourquoi du changement de noms des partis traditionnels ? même si des coalitions se créent, l'intérêt serait de les garder en mémoire... Tout au contraire, ici, on ne veut pas que les gens pensent « politique », on veut juste qu'ils votent. On ne connaît pas la constitution, on épluche pas les « programmes électoraux », on est censés suivre ça dans les médias ..., le principal restant que l'on soit en « démocratie » et que « ça tourne » sans nous.

« Votez pour moi et vous pourrez (feriez mieux de ?) dormir sur vos deux oreilles. »

En fait de démocratie, on aurait pu croire qu'il sagissait de « démocratie citoyenne », mais au fait, non, c'est une « démocratie de marché » ... Le marché dicte ses impératifs, contrôle l'état et s'émancipe au détriment des êtres humains.

Personne ne sait quel courant consensuel désir pousser les électeurs vers l'extrême droite, mais dans leurs campagnes publicitaires, chaque parti y contribue (seraient-ce les publicistes ?) indirectement ... Peu semblent importer les résultats des élections communales car les impératifs viennent d'ailleurs et toutes directions s'alignent sur de grandes tendances européennes. Toutes ? non, car un petit village etc ..., etc ...

- St viGilles ou l'Art du flicage -

« L'idée qu'ici le capital n'avance plus à coup de canons, mais précédé d'une milice dansante, bruisante, bigarrée d'artistes en costumes et de branchés sous ecsta ne nous est pas encore familière.

Quand nous entendons le mot culture nous ne pensons pas encore à sortir nos revolvers. »

<http://lafeteestfinie.free.fr>

Surtout pas d'équivoque : nous ne sommes pas absolument contre la création ni contre l'amusement.

Se retrouver entre voisins, amis, dans la rue autour de fanfares festives et de clowns sautillants ne nous semble pas en soi affreux. L'idée que des gens se rencontrent et vivent des moments de joies ensemble est même engageante.

La tentation et l'envie sont d'ailleurs fortes de vouloir sortir de la morosité de notre quotidien et de nos vies. Ce n'est pas pour autant que l'on est prêt à se soumettre aux événements festifs normés, minutés, encadrés, organisés par le pouvoir et contrôlés par la police.

Car au souvenir des événements récents, les rires tournent à l'aigre et les notes de musique sonnent fausses ...

Remise en question de nos luttes pour et avec les sans-papiers

Chacun et chacune d'entre nous a passé un certain temps dans la lutte pour et avec les sans-papiers. De différentes manières, nous avons toutes et tous démontré notre solidarité envers ces compagnonEs dont la vie est systématiquement sabotée par des lois dont nous ne voulons pas.

Or aujourd'hui, nous nous sentons épuisésEs, lassésEs, déçusEs, ... en perte de sens par rapport aux types d'actions « habituelles ». A tel point que peu à peu nous sombrons dans l'apathie. Pourtant, la révolte gronde toujours au plus profond de nous. Mais pour nous réactiver, il nous faut redéfinir le combat et, probablement, sortir du « militantisme traditionnel ».

Demander des papiers ? En effet, une régularisation aurait un impact réel pour un nombre conséquent de sans-papiers. Mais ne pas perdre de vue que cela reste une loi d'exception. Que pour les 50.000 personnes ayant retrouvé l'accès à ce simulacre de démocratie entre 1999 et 2000, l'équivalent (au moins) est resté sur le carreau. Sans oublier que cela n'a en rien empêché les lois européennes d'être chaque jour plus féroce.

Dès lors, devons-nous nous satisfaire de cette petite victoire ? Voir celle-ci comme une fin ? Jamais la machine à créer, puis à broyer, des sans-papiers n'a été mise à mal. Car plutôt que de l'attaquer droit au cœur, nous nous sommes acharnés à vouloir cabosser sa carrosserie. EnferméEs dans le jeu pervers de la demande au politique, nous avons été prisEs au piège de leur « real politic ». Ne détenant plus les règles du jeu, nous n'avons pas su sortir du plateau pour voir notre réel ennemi : LA FRONTIERE et son amant L'ETAT NATION.

Pourtant, ce sont ces « constructions historiques » qu'il nous faudrait remettre en cause. C'est en elles que réside le nœud du problème. Le morcellement du monde en pays est aujourd'hui une chose acquise. Or ces nations n'ont de légitimité historique que la course au pouvoir et la gestion économique d'une population définie par un groupe restreint . Ce sont les frontières et leurs détenteurs qui imposent une bonne partie du contrôle social. Et la carte d'identité (ces fameux papiers tant convoités) n'en est que la pointe de l'iceberg.

Dès lors, la question est de savoir si nous voulons des chaînes plus longues et des cages plus grandes, ou bien nous libérer une fois pour toute.

Pour nous, il ne s'agit plus tant de demander des miettes, mais de prendre le gâteau... Avec vous

Amour et révolte

IRRESPECTOCRATIE, MANIPULOCRATIE, PUBLICISTOCRATIE

Si on nous invite à voter ce 8 octobre 2006, c'est pour nous proposer de participer à la « démocratie ». Si on nous propose de contribuer ainsi aux choix politiques, c'est que nous sommes supposés responsables, mûtures, lucides et informés, que nos consciences citoyennes éveillées valent l'éventualité de changements radicaux, de contrôle du bon ou mauvais fonctionnement de l'état et de la mise en doute de ce qui semble douteux.

Pourtant, à en juger le ton des campagnes électorales, il apparaît que « le politique » s'adresse à nous comme on aurait cru qu'il le fit à des enfants de 5 ans : un gentil sourire, une jolie petite phrase, un coloré petit folder qui raconte comme tout ira bien si on marche avec eux ...

De plus, le vote a quitté les sphères du contrôle citoyen pour filer dans les méandres de systèmes informatiques gardés sournoisement secrets des principaux intéressés (les électeurs) sous prétexte de « risque de détournements ».

Bref, le constat est évident : derrière ce discours démocratique se cache un désir de bêtification, de manipulation, la déresponsabilisation et donc une forme d'asservissement pour le peuple dans l'ignorance, le contrôle à sens unique et l'acharnement pour des causes vaines.



STREET PARTY

→ 7 octobre 2006
14h Porte de Hal/lepi

fête de rue

BLACK BLOCK IS BEAUTIFUL.

"Nous sommes menacés aujourd'hui par une nouvelle forme de totalitarisme. Il dégrade les hommes sans les tourmenter, il ne brise pas les volontés mais les amollit, il ne tyrannise pas, il gêne, comprime, éteint."
Tocqueville

Il est passé le temps où différents empires se contre-attaquaient. Plus de conflits. Tous unifiés pour mille ans. C'est merveilleux. Les Juifs allemands d'hier sont aujourd'hui tous des Américains. Jusqu'à notre monnaie qui atteindra bientôt la valeur des Etats-Unis. C'est bientôt la mort du Petit Prince. Le 1er janvier 2001, sa planète entrera en collision avec celle du businessman sérieux, celui qui enferme les étoiles dans un tiroir.

L'image qui a forgé notre génération est celle d'un somptueux bateau qui sombre à l'unisson dans l'océan. Plus question de faire des gosses maintenant il est trop tard. Dès la naissance, ils sont désormais formatés de désirs conformes.

En 1984 on avait quatorze ans. On parcourait les villages habillés n'importe comment et on s'arrêtait sous le porche des églises pour faire des batailles d'eau. On s'inventait des chemins qui n'existaient pas et on en sortait couverts de marques sur tout le corps. Le soir on s'engueulait car on avait tous des idées différentes. Et puis on rapprochait nos sacs de couchage pour se protéger de la froideur de la lune. Au matin les vaches nous prêtaient leurs abreuvoirs pour nous y brosser les dents. Et puis on lisait l'ouvrage éponyme d'Orwell et on se disait putain quelle imagination.

Maintenant c'est trop tard on y est. "Un état totalitaire vraiment "efficient" serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude."

Aldous Huxley.

Dans notre Etat éminemment centralisé, le pouvoir est ravi d'orchestrer lui-même sa propre contestation. Les cars des syndicalistes européens ont été réservés depuis des mois. De même que les gueulophones et les phrases à répéter ensemble tous ensemble. Afin de s'assurer de ne pas perdre un de ces joyeux marcheurs, chacun a reçu son sac poubelle coloré avec sa petite nominette. Bobonne sera contente c'est pas salissant. Moi ces jours-là je reste dans ma turne. Les slogans qui marchent au pas c'est pas mon truc.

L'après-midi, à trente bornes de là, des dread loques humaines défilent dans les rues. C'est sympa, mais ceux-là ils ont fait le choix de rester tout seuls.

Le lendemain a été réservé pour les chantres de l'euro à visage humain. Ceux qui ont choisi le même nom qu'une chaîne de grands magasins français. Vu qu'ils sont désormais intégrés à 100%, les forces de l'ordre n'ont absolument plus besoin d'être visibles. Elles ont trouvé leurs plus efficaces collaborateurs. Comme les fabricants de sacs poubelles sont débordés ils ont opté pour la veste jaune interchangeable, histoire d'être tous ensemble. C'est eux qui assureront le cordon sanitaire tout au long du parcours. Surtout ne pas sortir du trajet co-organisé avec la police.

Seule échappatoire pour fuir les slogans réducteurs qui nous entourent, se fondre au milieu de majestueux drapeaux noirs, qui n'éprouvent aucun besoin de rameuter la piétaille et qui dansent en rêvant à Babylone, cette cité qui a accueilli tant de populations différentes.

Les malheureux Black Blocks échoués là ont de quoi désespérer. Jusque là, il ne se sera rien passé à Bruxelles. Alors, afin de conjurer l'ennui, de temps à autre, une vitrine ciblée vole en éclats.

Mais déjà se profilent au loin les créneaux de Tour et Taxis. Ah ben flûte, c'est donc qu'on est déjà passés devant le château de Laeken, on nous l'a même pas dit. Moi qui croyais que ça n'avait pas encore commencé en fait c'est déjà fini. Puis c'est la dislocation musclée.

Le lendemain, assemblée de capitalistes à visage humain à L'U.LB. On s'y congratule de la bonne marche des actions de la veille. Seule ombre au tableau, ces fameux Black Blocks qui sont sortis du cadre, et qui pour un peu auraient failli donner un ton radical à une partie du défilé. Etudiant-brosse à dents.

En attendant la Street Party, 'y a plus qu'à aller à la manif anar. 'Y en a qui disent qu'y en n'a pas un sur cent. Mais alors autant ensemble 'paraît que c'est une des premières fois depuis '36.

C'est le calme plat tant qu'on traverse les quartiers déserts. Personne ne sait qu'on existe. Mais C'est le calme plat tant qu'on traverse les quartiers déserts. Personne ne sait qu'on existe. Mais voilà qu'on approche des boulevards de la consommation. Ni une ni deux voilà l'hélicoptère. Les clones casqués se déploient partout autour de nous. Et impossible de prendre le métro il est bloqué.

Alors à trois on décide de s'éloigner jusqu'à la gare du Nord. Vous savez, cette espèce de cité de verre silencieuse. On baigne dans l'univers d'utopie de Schuyten et Peeters. Nous voici dans un

Vous l'ignoriez ? Eh bien, je vous l'apprends : le tout-à-la-baignole soumet les personnes âgées (et pas seulement) à la torture.

Au passage, récusons une bonne fois l'avis « sondages à l'appui » du lobby RACB qui prétend le contraire: c'est BIEN la saturation du trafic et l'insécurité qui découragent le plus - et de loin - l'usage du vélo en ville.

Il y aurait de quoi sourire en entendant les bien-pensants évoquer l'agacement, l'irritation des automobilistes témoins de transgressions du code de la part des cyclistes. Oh! Bondieubondieu! Mais je ne ris pas, Monsieur Van Coillie. Témoin quant à moi de l'usurpation de droit, du harcèlement publicitaire, du gâchis - le mot est faible -, observateur depuis de longues années des spoliations et malversations de l'exploitation pétrolière, j'enrage et j'en pleure plus souvent qu'à mon tour, de dégoût, de pitié et de honte.

Pour les NO-MO, la dérogation aux règles appliquées aux PGF (pollueurs de gré ou de force) n'est qu'une maigre compensation du dommage subi. Il s'agit en outre, ni plus ni moins, de légitime défense. Conduite défensive en faisant FACE aux éventuels distraits ou furieux (de ceux-ci il y en a de plus en de plus, et il y a de quoi), défensive en prenant le large aux feux rouges pour se prémunir des gaz et poussières dont la concentration est multipliée par quatre au moins lors des démarrages.

Il n'est pas de mon propos d'appeler à une suppression de toute règle. Lorsque les cyclistes seront dix ou vingt fois plus nombreux, il sera temps de remettre les pendules à l'heure.

ALORS la conduite défensive évoquée aura moins de raison d'être. Ce qui est déplorable c'est que le pouvoir, confronté à des situations qui le dépassent, réagit invariablement par davantage de répression au lieu de réelles mesures d'encouragement des alternatives. Il n'y a pas à attendre des technocrates qu'ils fassent preuve d'imagination, ils pourraient simplement avoir assez d'humilité pour s'adresser aux usagers concernés par leurs dispositifs (hé, oh ! du GRACQ ! -et les autres- Vous faites quoi, là ? Vous vous promenez sur le RAVEL tandis qu'on «repense» pour nous la mobilité, hmm ?)

Rappelons que les lois iniques, obsolètes ou mal faites sont abrogées ou modifiées moins souvent parce que l'on demande poliment des réformes que parce qu'elles sont transgressées massivement. Ceux qui jugent mon propos extrémiste n'ont sans doute pas pleinement conscience du caractère totalitaire de l'idéologie de la croissance (et dont l'«auto»mobile est le fer de lance le plus acéré). Face à un système totalitaire, la modération a bien peu de poids.

Pour conclure, quelques considérations pêle mèle sur les perspectives d'avenir de la mobilité. Alors que des mesures énergiques pour une réorientation vers des transports collectifs se font attendre (sans parler d'une né-cessaire DIMINUTION des déplacements), certains mettent en avant les progrès de la technique en matière de réduction de la pollution. Ceux qui ont gobé le cocorico technologique de la sobriété des nouveaux moteurs doivent déchanter : ces progrès ont aggravé l'apport en MICROPARTICULES, dont les effets sur la santé sont ... particulièrement pernicieux. On nous parle depuis au moins dix ans de l'arrivée imminente des énergies renou-velables, même en matière de transports. Ah ? Et pourquoi seulement maintenant ? Rudolf DIESEL lui-même avait conçu son moteur pour qu'il tourne à l'huile végétale, de même que gazogène et autres moteurs à alcool sont connus depuis les débuts de l'automobile. Mais la manne pétrolière tout comme l'orientation résolument individualiste et exponentielle des transports étaient et restent indispensables au bien-être ... des investisseurs, n'est-ce pas ?

Salutations distinguées.

cyclistes. (Mais il n'est pas nécessaire de les lire pour suivre ce qui suit.) Ce qui est mis en cause est essentiellement la circulation en sens interdit et le non-respect des feux rouges, pratiques généralement tolérées mais dont on nous apprend qu'elles seront prochainement* sanctionnées comme «infractions de troisième catégorie», passibles d'amendes de 150 € et plus ! *c'est maintenant, paraît: désolé de n'avoir lu ces articles que récemment...

Messieurs,
Je suis au nombre de ceux que dans vos gazettes et parmi les interlocuteurs de la problématique «mobilité», on condamne unanimement, ces inciviques qui enfreignent, semble-t-il à plaisir, les règlements, effrayant les autres usagers voire les mettant en danger. Sur ce point, un premier commentaire : si l'on rencontre bien de-ci de-là l'un ou l'autre biker jouant les acrobates et quelque peu irrespectueux, ils sont en fait très minoritaires au sein de la petite cohorte des vaillants cyclopedes bruxellois. Parmi ceux-ci, tous ceux que je connais à adopter les comportements dénoncés, le font avec la plus grande prudence (aucun n'est suicidaire) et aux seules motivations que je tenterai de développer.

Ces motivations, quelles sont-elles ? Les S.U.L. (sens uniques limités) pour commencer; ceux-ci me semblent aborder le problème à l'envers. La logique même des sens uniques ne vaut que pour les véhicules incapables de se croiser le long d'artères étroites. Ce n'est que par extension et pour des raisons de sécurité évidentes qu'il y a lieu de l'appliquer aux voies autoroutières (qui hélas foisonnent dans nos grandes villes). Toutes les autres voies à sens unique devraient donc être ouvertes aux véhicules suffisamment minces pour croiser les autres, il suffirait par exemple de considérer ces voies comme prioritaires aux grands gabarits (à vélo, il est facile de se ranger de côté pour laisser passer même un camion). Dès lors, signaler les exceptions serait d'un moindre coût, ceci pour répondre à l'objection financière à la généralisation des S.U.L.

Quant aux feux rouges. Je l'ai déjà dit, les cyclistes suicidaires sont extrêmement rares (il y a d'ailleurs une causalité nette entre l'usage du vélo et l'amour de la vie, non ?). Nous ne «brûlons» pas les feux rouges, nous les traitons en tant que «stop», exactement comme en abordant une voie prioritaire. La souplesse de conduite et la faible inertie propres au vélo autorisent techniquement cette latitude.

Quant à la légitimité d'une réglementation plus permissive à l'égard des NO-MO (non motorisés), elle est à chercher dans la concurrence déloyale qu'exerce l'automobile sur tous les autres modes de déplacement. Avoir à ce point encouragé et favorisé l'usage de celle-ci pendant des décennies a conduit à la situation dantesque que nous connaissons. (Il n'y a pas à rappeler ici les contraintes et nuisances, le temps, les fonds et ressources engloutis et autres externalités négatives du culte de la bagnole.)

Cette situation a généré parallèlement un nombre incalculable d'injustices criantes ou plus sournoises, évidentes ou insoupçonnées. Je n'en donnerai que quelques exemples. Dans les villes, il est ahurissant de faire le constat de l'espace – en superficie – dévoré par les engins motorisés : voiries, parkings, négoce, entretien et ravitaillement... Quand on compte le nombre de rues à S.U. dont trois bandes (deux rangées de stationnement) sont occupées par les véhicules motorisés, eh bien, il est normal de se sentir insulté en n'y ayant pas accès à vélo. Songeons par ailleurs aux détours invraisemblables auxquels on est tenu pour contourner les carrefours géants ou les tronçons d'autoroutes urbaines non couverts. Avenue Louise ou aux «boulevards de Grande Ceinture», j'ai vu des personnes âgées se mettre en danger pour s'épargner ces contournements. A propos de petits vieux, savez-vous à quel point ceux-ci sont heureux lorsqu'ils peuvent se déplacer à vélo ? Quand la mobilité décroît avec l'âge ou en raison de handicaps, là où la marche forcée devient torture, la pratique du vélo soulage les articulations de par la régularité des mouvements, le poids du corps reposant sur la selle. En Hollande, en Belgique flamande ou ailleurs (là où nos urbanistes ne vont jamais voir semble-t-il), il est fréquent de croiser des septuagénaires ou octogénaires en deux-roues et pétants de santé. Mais il faudrait pour cela des rues plus sûres que celles de Bruxelles.



endroit pas fait pour habiter, mais pour faire travailler les zombies déportables. Car comme on nous l'a stipulé à l'article 3, Les bureaux sont faits pour travailler. Dans les pavillons, il y a les familles. La vie est faite de moments détachables. Chaque moment a sa place. D'ailleurs c'est bientôt le jour de la dinde aux marrons. Tout est en ordre. Nul ne s'en plaint. Pour ceux qui appartenaient encore au Parti Imaginaire, ceci est le dernier avertissement.

Aux pieds du W.T.C., une sculpture bizarre. Ça ressemble à un avion qui aurait raté son coup, et qui pique du nez dans le sol. Après trois minutes de silence attendris, on s'enfonce dans les souterrains. Pour un court instant, nous pénétrons dans une autre dimension. Alors qu'au-dessus de nos têtes, la violence éclate, ici chacun prépare ses fêtes de fin d'année. Les gens vont et viennent les bras chargés de paquets multicolores, au son de musiques aériennes et de communiqués pour les contrôleurs 242.

Pendant ce temps, au-dessus, des types habillés en manifestants ont coincé d'autres manifestants sous un pont pour contrôler leur identité. Tactique vieille comme le monde.

A l'autre bout c'est la Street Party. Enfin. Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. Ceux-là, s'ils n'ont pas lu Kropotkine, ils savent qu'il n'y a pas à demander l'autorisation pour demander l'espace prioritairement réservé aux véhicules. Le sound system est branché sur le premier camion. Pour un peu, j'y resterais collée jusqu'à la nuit. Mais tous les dix pas, ça sort tellement du quotidien qu'il est essentiel de s'en remplir les yeux. Jusqu'au dernier camion-tank. Celui-là, on sait pas trop où ils ont été le chercher. Je serais pas trop étonnée qu'une autopompe manque à l'appel, et que celle-ci ait été vidée de son contenu par les musiciens de la fanfare Belgikistan qui y trônent. Pendant des heures dans les rues montantes des quartiers populaires de Saint-Gilles, les oreilles collées aux baffles on s'enivre de notes.

Pendant qu'autour de nous c'est la play-mobilisation générale. Car dans ce monde où il suffit d'afficher les marques à consommer sur tous les espaces de notre quotidien pour enchaîner les esprits, nous sommes les derniers terroristes. Nous ne rêvons pas d'un meilleur des autres mondes possibles, où le capitalisme aurait un visage humain. On réclame la rue, on réclame notre vie, on crée notre monde. On l'affiche et on l'autocolle, par terre et sur les murs. A la craie et à la bombe. Il n'est même plus question de violence, maintenant que par notre créativité, on a brisé le carcan des vieilles manifs moribondes. Des heures durant des jongleurs de feu serpenteront dans les airs. Ils peuvent bien nous bloquer toute la nuit en espérant que la tension monte. Nous on est libres et on chante. Putain ce qu'elle est belle cette révolution. Ah pardon ça je l'ai déjà dit.

Qui est-elle cette masse inconnue, cette foule sans visage? C'est ce qui fait notre force. Il n'y en a pas deux parmi nous qui aient la même opinion. Derrière ces cagoules qui se protègent moins du froid que des caméras des policiers qui nous filment des balcons, se cache une nouvelle génération. Celle-là, elle est peut-être née du remake de Titanic, celui où la navigation aérienne a fait couler tour à tour le rêve américain et un empilement de businessmen post-coloniaux.

Dans la nuit montante, grimpés à quatre par toit de bagnole, immobiles dans le silence ils attendent.

Les rebeus du quartier ils hallucinent. Un tel déploiement militaire pour des jeunes qui dansent dans la rue, ils sont pas sûrs d'avoir tout compris.

Finalement, comme l'émeute ne vient pas, on nous relâche, et dans une ambiance Toujours

Jaune, nous entrons dans le Cirque de Babylone. Et on conjure le sommeil, car dans ces moments-là on n'a plus besoin de dormir.

Le lendemain, plus rien. Pour quelques heures encore, on pourra tourner le bouton de nos radios et avoir de vraies informations exemptées de pubs. Un naufragé explique en gros qu'on continue car on n'a nulle part où aller.

A part ça, la vie a repris son cours. C'est pire qu'avant. En cette vieille de fêtes de fin du monde, les magasins sont ouverts même le dimanche. Et on déplore des phénomènes de masses dans toutes les galeries commerciales.

Ben voilà il faut se rendre à l'évidence. Dans cette anti-utopie on est la minorité. De temps en temps dans la foule d'acheteurs conformes on en reconnaît un. A un détail mais ça ne trompe pas. Un sac à dos un peu trop volumineux, un instrument de musique, un bonnet noir. On s'échange un éclair. Et on se refond dans la foule.

Depuis hier, au coin de ma rue il y a une inscription anarchiste. Les gens qui vont travailler passent devant sans s'arrêter. C'est tout ce qu'il nous reste.

Au moins ça éduque l'indifférence du béton.

C'est tout petit dans le quotidien mais quand même elle est belle cette révolution.

Car tous les vagabonds...



...parlent de révolution

Les trois textes qui suivent sont le fruit d'un débat intense et récurrent entre différents partisans cette Fête de Rue. Le premier a été proposé puis imprimé comme "manifeste" de l'évènement. Les deux suivants sont des réactions qu'il a entraîné. Comme ce débat nous semblait soulever des problématiques intéressantes, nous avons décidé de regrouper ces trois textes. Ils montrent comment une relative et ponctuelle communion dans des pratiques, peut accompagner de profonds désaccords théoriques.

Malgré, à travers et grâce à ces contradictions, nous pouvons construire et détruire ensemble. Nous nous organisons. On s'unit par les questions, pas par les réponses.

« restructurer » votre quartier. En 1991, ils commandaient un « schéma-directeur » pour préciser leur idée, couchée sur papier et coulée dans le bronze un an plus tard, avec l'adoption d'un PPAS (plan particulier d'aménagement du sol) le vouant, tôt ou tard, à une profonde mutation. Les bureaux et les gros commerces allaient faire leur arrivée dans ce quartier qu'il fallait « internationaliser ». Mais, ce PPAS prévoyant également du logement et des commerces de détail — et les initiateurs politiques du projet ayant déclaré à vos voisins et à vous-mêmes que vous seriez rélogés dans les parties « renouvelées » du projet, que vous seriez accompagnés, aidés — vous pensiez avoir tout de même votre place dans cette « revitalisation » future qui allait se faire « progressivement ».

En juillet 1996, un plan d'expropriation décrété par la Commune de Saint-Gilles et le gouvernement bruxellois condamnait votre maison, parmi des dizaines d'autres, à une probable démolition. « L'extrême urgence » et « l'intérêt public », sur lesquels reposent la loi d'expropriation datant de 1962, étaient invoqués dans ce plan valable pendant dix ans.

Dix ans plus tard, presque jour pour jour, vous voilà devant le juge. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, l'extrême urgence est toujours de mise. D'autant que le plan d'expropriation vient à expiration dans quelques jours ou quelques semaines à peine ! Cette « extrême urgence » a d'ailleurs été réaffirmée en 2000, dans la déclaration de politique du Collège des Bourgmestre et Echevins de Saint-Gilles, qui précisait que « l'aboutissement » de ce projet constituait « un des grands défis de la législature » qui s'achève... en 2006. Elle a aussi été « confirmée » en 2001, dans un arrêté du gouvernement bruxellois décrétant qu'il y a lieu « de procéder à la poursuite des expropriations dans les plus brefs délais afin d'éviter toute spéculation ».

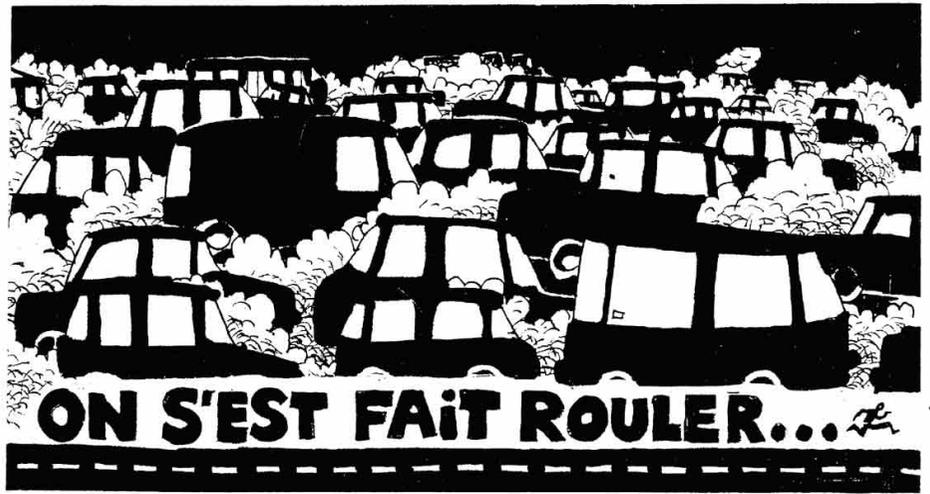
Mais vous ne lisez pas le « Moniteur belge » tous les jours et de votre point de vue, celui de la « revitalisation urbaine » observée sur le terrain, il semblait plutôt s'agir d'une extrême lenteur, d'une extrême incompétence voire d'une extrême malhonnêteté, et en tout cas d'une extrême dégradation du quartier.

Tout au long de ces longues années, les deux seules offres « à l'amiable » qui vous avaient été faites par la société régionale chargée de racheter votre maison, dataient d'il y a à peine quelques mois. Le refus — logique et prévisible, au regard de la somme proposée — que vous leur aviez opposées, n'avaient donné lieu à aucune négociation.

Alors, vous continuiez à habiter normalement la maison dont vous êtes propriétaire depuis près de 20 ans, où vous habitez avec tous vos enfants et où vous tenez votre commerce, dans ce quartier où vous résidez et travaillez depuis plus longtemps encore.

Le juge est maintenant passé. Tout a été très vite. Dans moins de deux semaines, vous ne serez plus le propriétaire de votre maison. C'est un juge qui va décider de la valeur de votre maison, de votre commerce, des indemnités auxquelles vous aurez droit pour vous réinstaller ailleurs. Mais vous ne connaîtrez ce montant que dans 3 mois. Entretiens, vous pourrez tout juste mentir à vos nouveaux propriétaires le droit de pouvoir rester quelques mois chez « vous », le temps de vous retourner. Votre seul recours juridique, celui de la « révision » en Tribunal de première instance, durerait plusieurs années et ne suspendrait de toute façon pas votre expropriation.

Vous avez beau vous pincer : nous ne sommes pas au Moyen-âge, ni dans une république bananière. Telle est bien la conception de « l'extrême urgence » aujourd'hui en Belgique, et de « l'intérêt collectif » en Région bruxelloise.



Lettre ouverte d'un cycliste quotidien de la frange radicale à mes ami(e)s c.q. « du consensus de la modération », en réponse à Bernard Dehaye, président du Groupe de Recherche et d'Action des Cycliste Quotidiens (GRACQ) et Karel Van Coillie, juriste lobbyiste du Royal Automobile Club de Belgique.

Je réagis à leurs propos des pages 3 à 6 du « Ville à Vélo », organe du GRACQ de novembre-décembre 2005, sur les nouvelles dispositions en matière de roulage à l'adresse des

institution psychiatrique fermée construite à Anvers. La prison de jeunes à Everberg sera bientôt agrandie. Parallèlement, on investit pour renforcer la sécurité des prisons.

Le fonctionnement de la prison de se limite pas à l'intérieur de ses murs : la prison c'est aussi les politiciens qui la défendent, les médias qui présentent les prisonniers comme des monstres, les syndicats qui soutiennent les matons alors que leurs grèves étranglent les prisonniers et leurs familles, les tribunaux et les parquets qui mettent au ban de la société des milliers de gens...

Entretemps aux frontières

Parallèlement aux révoltes dans les prisons, les sans-papiers ont bougé : occupations d'églises, grèves de la faim et manifestations. Quand l'Etat s'est rendu compte que ça commençait à tourner mal pour lui, il envoya ses beaux parleurs pour vider le mouvement de l'intérieur. Le mouvement en est arrivé à mendier des bouts de papiers, à condition d'entrer dans les critères, c'est à dire avoir la volonté de travailler et de s'intégrer. Contre les foyers de résistance restants, l'Etat a envoyé ses forces de l'ordre : des expulsions et des rafles intensifiées dans plusieurs villes. Et pas seulement en Belgique.

Les états du sud de l'Europe ont décidé de libérer des moyens pour verrouiller leurs frontières. La surveillance frontalière des enclaves de Ceuta et Melilla surpasse maintenant celle de n'importe quelle prison moyenne.

Des prisons/centres fermés à nos quartiers

La guerre de l'Etat n'est pas seulement menée contre les prisonniers et les sans-papiers mais contre tous ceux qui ne s'adaptent pas, contre ceux qui ne contribuent pas à l'économie. Quand il stigmatise les sans-papiers comme malfaiteurs, les immigrés comme terroristes, c'est pour tous nous faire marcher au pas, pour nous forcer à accepter les conditions d'exploitation d'un patron. Surtout, pliez-vous ! Sinon, ce sera l'expulsion, la prison, ou comme pour Semira, Eneka, Fayçal, la mort.

Les murs des prisons et les barbelés des fontières traversent aussi nos quartiers. La répression de

l'Etat ne se concentre pas seulement sur des lieux spécifiques mais aussi, et toujours plus, sur note environnement direct. Les râfles et les contrôles d'identité font partie du quotidien. Les trams et les bus sont le terrain de chasse du Service des Etrangers. Toute une armée en uniforme envahit nos quartiers. Des éducateurs de rue en passant par les stewards jusqu'au contrôleur et aux vigiles. Les gardiens sont partout et essayent de générer la peur par leur présence dominante. Peur de se plaindre, peur de remettre en cause, peur de se révolter.

Des caméras pour surveiller tout, des nouveaux projets immobiliers qui nous enferment dans des habitations-cellules, là où le contact social est rendu impossible par l'architecture même, des nouveaux projets de construction nous chassent de nos quartiers sous prétexte de « revalorisation »...

Les mille et une facettes de la guerre sociale

Le meurtre de Semira Adamu, d'Eneka et de Fayçal ne sont pas des cas isolés. Quotidiennement, la violence policière, les maltraitements, la torture, les expulsions, la destruction de notre environnement sont utilisées par l'Etat dans sa guerre contre ce qui ne plie pas. Et comme la démocratie n'aime pas se salir les mains avec le sang, elle fait intervenir les médias pour présenter sa guerre comme humanitaire.

Face à ses agressions, nous allumons les feux de la révolte, et nous cherchons des frères et de sœurs qui veulent se joindre à nous pour résister.

Cela ne nous étonne pas que le système nous nomme « malfaiteurs » (comme les rebelles des rues de Bruxelles qui clament leur rage après le meurtre de Fayçal) ou « terroristes ». Avec ses prisons, sa police, ses centres fermés, ses projets d'urbanisme, ses contrôles et ses meurtres, le système nous fait la guerre. Face à de telles agressions, il n'y a pas de dialogue possible. Seul le langage de la révolte constitue une réponse appropriée.

Septembre 2006

le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale !

Oh, bien sûr, vous saviez depuis longtemps qu'un plan d'expropriation existe sur plusieurs îlots de votre quartier, dont celui où vous habitez. Vous le saviez même depuis tellement longtemps que vous auriez presque fini par l'oublier, si l'état continuellement dégradé de votre quartier et l'interdiction qui vous est faite de rénover votre maison n'étaient pas là pour vous le rappeler.

En 1989, les pouvoirs communaux et régionaux parlaient déjà de

*« Il est aussi nécessaire qu'agréable d'arracher le temps et l'espace du monde marchand, et de les vouer à la création partagée, pour jouer. »
Uwe Lausen*

*« Nous, toujours partout étrangers à ce monde. Etrangers à nos vies et à nos villes. Etrangers à nous-mêmes et à nos proches. Nous lançons d'autres manières d'utiliser l'espace, ouvrons des possibles. »
G. Bruno*

Parce que nous préférons tirer de nous-même notre ivresse, et des possibilités que nous nous donnons. **Oui, nous voulons rire, danser, chanter, briser (des murs) ou allumer du feu.** Sur nos propres musiques. (En agissant.) En célébrant l'avènement de nos mondes prenant de l'ampleur au sein et au-delà de l'Unique. Non dans des futurs éloignés ou par des institutions, mais par le fait de nous rassembler et de nous imposer (en l'occurrence en un lieu donné de street party, sans autorisation).

C'est une célébration que de re-prendre la ville, de la modifier en des sens qui nous permettent de créer de nouvelles choses – ce genre de choses qui bloque les flux marchands (des routes et autoroutes) et polic(i)é(r)s – d'intensifier les liens qui nous unissent – ou nous séparent – et de consolider leurs réseaux, de voir ce que nous pouvons faire ensemble si nous en prenons la possibilité, de voir nos forces et leurs limites, pour les transgresser. **De sortir de nos situations de vaincus.**

Célébration de la rupture, de la déchirure. **Par la transformation de l'espace** et de nos rapports avec l'espace, il y a dés-éducation, dés-appropriation de nos vies. Là, il y a *célébration sauvage*.

Ceci est un appel vers de nouvelles fêtes.

C'est d'une part un refus de l'ordre établi de la normalisation et de la carcéralisation permanente de nos territoires de vie, où tout n'est destiné qu'à la circulation des marchandises – humaines ou non : tours de verres et rues aseptisées destinées au travail, participant de la machinerie destructrice, recouvertes de caméras, d'appareils de reconnaissance à l'iris : **glaciation de tous les rapports**¹. **Zones mortes de 18h00 à 8h00. Le reste est censé se passer en cage, devant des écrans glacés.**

D'autre part, surtout une affirmation de notre présence, de nos présences. Des êtres et des groupements en devenir sont présents (c'est indéniable). Sans cadre ou rôles donnés, mais à part entière, avec tous les possibles et toutes les manières. **Prendre de la place. De la place pour l'ébullition, pour l'expérimentation, pour l'exploration, pour de nouveaux modes d'actions et de vies, de nouveaux modes de liens et de joie.**

Une prise de l'espace/temps où il n'y a plus ni « temps libre » ni « temps mort », mais du temps, non compté. Plus de rues ni de trottoirs. Pas de passage, mais de la vie. **Des moments libérateurs**, comme devraient l'être toute forme de fête. Cuisiner ensemble. Jouer à poil dans une fontaine. Faire des feux de joie. Faire de la musique. Construire une cabane. Marquer la pierre ou le béton de notre empreinte. Marcher au hasard des rues libérées. Comploter. Occuper. Découvrir de nouveaux endroits et de nouvelles personnes, sous de nouvelles facettes. Partager des textes ou des idées avec des oreilles et/ou des yeux réceptifs.

Libérer des endroits ou saccager des prisons. Oui, saccager toutes les sortes de prisons. Prendre l'espace. Non pour le rendre public, mais pour qu'il n'appartienne plus.

Extrême urgence à Saint-Gilles !?

Chronique d'une expropriation au quartier Midi

Imaginez-vous que c'est l'été, il ne reste plus que quelques jours avant les vacances. Dans quelques semaines, vous allez partir en vacances. Mais vous recevez la visite d'un huissier de justice. Il vous amène une convocation à être présent dans dix jours... chez vous... pour défendre vos intérêts devant le juge de paix qui va statuer sur la demande d'expropriation lancée à votre rencontre par

En 1989, les pouvoirs communaux et régionaux parlaient déjà de

Parce que le lendemain ils veulent notre vote. Le vote comme signature de notre étrangeté au monde. Comme assentiment à la servitude, à la dépossession généralisée. Signifier que tout leur cirque, on n'en veut plus. Que la vie, elle se passe sans eux, qu'on ne veut plus déléguer à des gens qu'on ne connaît pas, et qui prendraient soi-disant en charge l'ensemble de l'organisation de nos vies. **Que l'isolement par l'isoloir ne nous aura plus**, qu'on s'organise sans eux, directement, sans médiation. Entre personnes concernées. Les rassemblements se font, dans la rue et ailleurs, dans des **Espaces** réflexifs : qui résultent de la réflexion. Et partant, **de la création**.

La politique, c'est peut-être simplement la liberté qu'on prend et qu'on décide de mettre en commun.

Dans la légèreté, nous retirons nos vies de leur reprise, de l'emprise.

¹ Comme exemples, nous pourrions citer les quartiers Nord, Léopold et Midi comme les plus flagrants, sans que cela ne détourne l'attention du reste de la ville qui subit tout cela en douceur.



Réponse (extraits)

"Devant l'évidence de la catastrophe, il y a ceux qui s'indignent et ceux qui prennent acte, ceux qui dénoncent et ceux qui s'organisent. Nous sommes du côté de ceux qui s'organisent."

Je n'ai pas réagi tout de suite mais j'ai vraiment du mal avec le texte du triptyque. Je ne m'y retrouve pas du tout.

Mon coup de gueule porte surtout sur le ton du texte et

je suis en gros d'accord sur le fond. J'ai du mal à expliciter et à illustrer ce qui me dérange à l'aide d'exemple précis. Ces critiques vous sembleront donc peut-être abstraites, mais je n'exprime que ce que je ressens.

Avant tout, je reproche au texte d'être pompeux, élitiste et inaccessible.

A chaque phrase ou presque, je me retrouve dans la même confusion. Non pas une confusion généreuse, une de celles qui nous font réfléchir et avancer, mais une confusion écrasante, qui donne juste envie de fuir.

Nous organisons une Fête de Rue. Le texte n'est pas une invitation à la fête, bien plutôt à la célébration d'un triste rituel, d'une messe en l'honneur de la sacro-sainte radicalité. Où sont la joie, le plaisir, l'humour, l'amour, la légèreté ? Pas dans le ton en tout cas...

Je trouve ce texte dogmatique et pédant : nous avons compris, nous savons, nous sommes aboutis. Il ne laisse aucune place à l'expérimentation, à l'erreur, à l'essai, à la recherche, à la divagation...

Le "laboratoire" a fait place au temple. On utilise un vocabulaire mystérieux et obscur comme celui qu'utilisent les messies pour rabaisser les masses et pour se s'autoproclamer détenteur d'une lucidité prophétique. Il ne s'agit plus d'un carrefour des luttes mais d'une autoroute de La Lutte.

Contrairement à ce qu'il revendique, le texte ne participe pas à briser les murs, il nous enferme. Il n'est accessible qu'à un petit public post-situ crypto-anar bruxello-bourgeois. Certes, il marque une rupture par rapport au "spectacle". Mais la rupture n'est pas une fin en elle-même. J'ai l'impression d'une course à la radicalité, le plus radical ira au paradis. Comme si, on voulait, avec ce texte, faire pénitence, se racheter d'organiser une fête et de trahir ainsi une idéologie.

Ce qui me touche dans notre projet c'est l'idée de rencontre, de création de liens entre différents individus, différentes populations, différentes classes et différentes luttes. Je sens que je vais une fois de plus faire ressurgir les mêmes éternels débats, mais pour moi, ce texte est exclusif et hermétique. Grand-mère, aussi sympa qu'elle soit, ne viendra pas à la street party après avoir lu ce texte. Celui-ci est censé représenter les lignes communes qui nous motivent à organiser cette fête,

TU AS BESOIN D'UN TOIT? ORGANISE -TOI!
ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORTS!
C'EST VIDE, DONC J'OCCUPE!

ENTRE 15.000 ET 20.000 LOGEMENTS VIDES A
BRUXELLES ...

Depuis ce 28 septembre 2006, nous occupons un immeuble de 10.000 m² qui est vide depuis plusieurs années. Il s'agit de l'ancien immeuble de la CoCoF, situé 101-102-103 boulevard de Waterloo à 1000 Bruxelles.

Alors que le « droit au logement » est inscrit dans la Constitution, des milliers de gens continuent à survivre dans des taudis ou dans la rue, à s'entasser dans des appartements surpeuplés, ce qui démontre bien la virtualité du droit au logement.

A la veille des élections, nous constatons une fois de plus que la crise du logement ne préoccupe en rien ceux qui nous gouvernent. Aucune réponse concrète radicale n'est apportée à ce grave problème. Et pour cause, cela ne les concerne en rien tant que nous ne faisons pas pression.

Comme d'habitude, les lois, les discours, les projets, les chiffres, c'est de la poudre aux yeux pour nous étourdir et nous faire croire qu'il faut voter pour eux, c'est tout ce qui leur importe.

En 2004, le gouvernement bruxellois promet 3500 logements sociaux (sur 5 ans). Actuellement, il y a des projets pour 600 logements. A ce rythme-là, cela nous fait 120 logements par an alors que les besoins sont immenses : 30.000

familles inscrites rien que dans le logement social (sans compter les sans-papiers et ceux qui ne veulent pas d'un logement social, les 1200 SDF et la moitié des Bruxellois qui vit avec moins de 1000 € par mois). Il nous faudra donc plus de 250 ans pour être bien logé! Si vous voulez continuer à vivre d'espoir et d'illusions, alors surtout ne faites rien !

Nous, on en a marre des promesses. Si on veut vraiment que cela change, il faut prendre son avenir en mains. C'est vide, donc j'occupe !

Puisque les lois sensées remédier au problème des maisons vides en Belgique et à Bruxelles ne changent rien (loi sur la réquisition des maisons vides dite « loi Onckelinx » et droit de gestion public du Code du logement), pratiquons nous-mêmes la réquisition des immeubles vides.

L'immeuble que nous occupons aujourd'hui n'a pas été choisi au hasard. Tout d'abord, il appartient l'Eglise de Scientologie qui tente d'étendre son pouvoir. Ensuite, les locaux sont en excellent état et ont été immédiatement occupés par plus de 200 personnes.

De nombreuses marques de solidarité et de soutien affluent. La police de Bruxelles nous a "aimablement" avertis que le représentant légal en Belgique du nouveau propriétaire (l'église de scientologie aux USA) de l'immeuble que nous occupons aurait porté plainte.

Soyons vigilants! Restons sur nos gardes! Mobilisons-nous! Organisons-nous! Organisez-vous!

Sur le meurtre de Fayçal à la prison de Forest et la guerre du système contre les « déviants » marchent pas au pas.

Les prisons sous le feu

Dans la nuit du 24 au 25 septembre 2006, Fayçal Chaaban meurt à la prison de Forest. A deux reprises le personnel médical lui avait injecté des anesthésiants lourds. Le jour qui suit le meurtre, des émeutes commencent dans la rue : un bâtiment du CPAS, un magasin, une maison de jeunes et quelques voitures partent en flammes et quelques vitres sont cassées. Dans la prison de Forest aussi la situation est très tendue. Peu après, l'état de siège est déclaré à Bruxelles : il y a des arrestations préventives et des flics sont postés à tous les coins de rue. En même temps, les politiciens et les éducateurs de rue sont envoyés pour calmer les esprits. Entretemps, les matons font des menaces de grève. Ce meurtre démocratique est l'énième fait d'armes du système dans sa guerre contre ceux qui ne

Il y a un an Fayçal avait déjà été placé en isolement pendant trois jours, attaché et maltraité, on lui avait déjà injecté des anesthésiants. Dans les prisons et les commissariats, la violence est un pain quotidien. En mars à Ittre et en avril à Mons, les prisonniers se sont révoltés contre la violence des matons. Quand les matons de Nivelles se sont encore une fois mis en grève, annonçant ainsi une énième dégradation programmée des conditions de détention, une aile de la prison est incendiée. Pendant l'été ont suivi une évasion collective de la prison de Termonde et une révolte à la prison de Tournai. L'Etat répond comme toujours : deux nouvelles prisons à Termonde et à Namur et une nouvelle

d'asile : le nouvel immigré est estimé pour sa valeur comme une 'human resource' (ressource humaine), examiné individuellement et puis accepté ou renvoyé. C'est la mesure de

l'exploitabilité de ses compétences sociales, culturelles et économiques qui détermine son niveau d'intégration et qui est donc décisive dans le résultat de sa procédure. C'est cette orientation prise par la nouvelle procédure, qui fournit une nouvelle impulsion à l'industrie de l'intégration. C'est pour donner à

chacunE la possibilité de soumettre sa vie au maximum au rythme de la production sociale économique et culturelle que les cours de langues, l'accès à la sécurité sociale, l'accès à l'enseignement,...sont de plus en plus axés sur ce processus d'intégration. Accompagné d'une équipe de psychologues, pédagogues et autres scientifiques qui ont pour but le contrôle de l'humain, la réussite sociale du demandeur d'asile devient aussi une histoire de flexibilisation et d'atomisation (4). Les premiers ennemis de ce processus d'intégration sont les réseaux de solidarité au sein des communautés d'immigrés qui sont encore axés sur la mise en place de relations sociales et culturelles qui incarnent une certaine forme de solidarité (dans les kebabs, les maisons de thé, les nightshops, etc.). Il y a beaucoup à dire là dessus (l'exclusion des femmes de cette vie publique, l'exploitation des sans papiers au sein des communautés d'immigrés, la formation des communautés avec des frontières dures et ségrégation, etc.) mais il est clair qu'il s'agit d'une solidarité effective qui ne se trouve presque nulle part ailleurs. Le raccourcissement de la procédure, l' « accueil » dans les centres ouverts, le renforcement de l'industrie d'intégration sont axés sur la destruction de la dernière forme de solidarité.

Et quoi avec les centres fermés et les déportations ?

L'espoir d'une généralisation de l' « asile de l'école » (qu'une école d'Eeklo accorde déjà à quelques réfugiés) et la continuation de beaucoup d'occupations d'église semblent indiquer que l'espérance d'une nouvelle vague de régularisation n'ait pas encore disparu. Mais

même si elle venait, c'est plutôt le silence autour des centres fermés et les déportations qui doit être cassé. Seule une lutte qui ne se laisse pas récupérer par un discours

d'intégration et un focus sur les régularisations individuelles, mais qui ose plaider pour les frontières ouvertes et la destruction de la machine de déportation meurtrière, est une lutte qui porte un espoir réel pour le futur.

(1) Exemples : à Anvers NicoVolckeric (Groen), Basta, kerkasiel

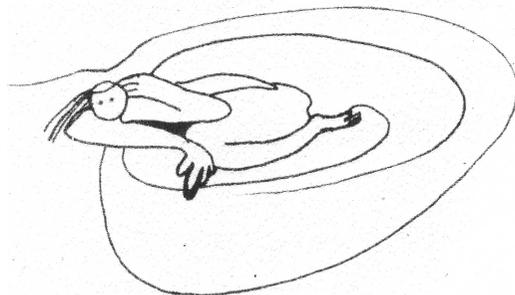
anders, etc. À Leuven: PVDA, ...

(2) Au début de l'année, une communauté catholique a créé le comité HOP (espoir pour des papiers) qui s'axait sur une amnistie pour tous ceux qui étaient en procédure d'asile depuis plus de trois ans et qui s'étaient bien intégrés.

Des cirques pareils ont eu lieu à Anvers, Louvain et Gand

(3) Dans le capitalisme post-industriel ce n'est plus tant le charbon et le minerai de fer qui sont les ressources de l'économie mais plutôt nos relations sociales et culturelles. Pour exploiter ceci au maximum, l'instrument principal n'est plus la discipline (dresser un groupe de personnes dans un processus de production) mais la flexibilisation (l'adaptation de l'individu à plusieurs processus de production). Le contrôle n'est pour cette raison plus disciplinaire (pour chaque discipline un autre forme) mais différencié (pour chaque individu et chaque activité une autre forme). Comparez la migration des travailleurs immigrés dans les années 70 qui servaient un but collectif (l'intégration de l'industrie de l'acier et de la mine) avec la procédure d'asile individualisée d'aujourd'hui où chaque individu doit être testé sur base de ses compétences flexibles.

(4) Atomisation : faire des gens des « atomes » : individualisation forcée pour rompre les rapports sociaux, qui ne libère pas l'individu (contrairement à l'individualisme) mais qui enferme l'individu en lui-même et casse tous les contacts avec les autres gens. Ce statut d'isolement cause la solitude et l'aliénation et est idéal pour la logique de production post industrielle.



transmettre la motivation aux lecteur, lui donner envie de venir, il est censé donner la force de s'unir avec nos différences, pas montrer en quoi notre rébellion est plus juste que toutes les autres.

Tout ceci, je ne le ressens pas dans l'organisation de la Street Party en général. J'ai l'impression que le texte ne correspond simplement pas à ce qu'on est en train de faire.

Voilà pourquoi je ne distribuerai pas ce texte, du moins tant qu'il sera le triptyque "officiel". Je pense que la place du texte est dans le journal, mis en perspective, avec d'autres textes qui donnent des regards différents sur le projet. Je propose qu'on imprime un nouveau manifeste (le communiqué de presse retravaillé par exemple), ou qu'on se passe de texte "officiel".

Pour moi, le manifeste doit s'adresser à touTEs de manière claire et donner envie de rejoindre la fête. Il ne s'agit pas de travestir des idées, de les adoucir pour les rendre acceptables, mais d'utiliser un langage commun, compréhensible et où le fond et la forme sont cohérents.

Réponse II

(Extraits)

Je peux comprendre certaines critiques mais dans le ressenti d'un texte... tout n'est que subjectivité. Là où l'on voit du pompeux et de l'élitisme...moi j'y vois un texte bien écrit, poétique et politiquement engagé.

Donc, impossible de conclure quoi que ce soit...cet avis est tout aussi valable que le mien ou qu'un autre, évidemment.

Sur le côté inaccessible, là je ne suis plus du tout d'accord. D'abord parce que c'est justement très élitiste de dire que des personnes hors d'un certain groupe ne sont pas capables d'entendre un discours différent de celui qu'on leur sert dans les médias. En gros (mais je caricature) c'est dire : "les gens sont trop cons pour comprendre". Je ne pense pas que nous soyons obligés de niveler par le bas pour que tout le monde soit d'accord avec nous.

Le groupe initial d'une vingtaine de personnes est déjà très hétéroclite..il me semble donc difficile de toujours trouver un consensus...alors si on veut être d'accord avec les personnes que nous souhaitons voir le 7 octobre, c'est quasi mission impossible.

Par ailleurs, comme nous sommes tous différents...et qu'il n'existe pas de pureté...j'opterais pour qu'il n'y ait pas qu'un seul texte qui serait LE manifeste et je propose à tous ceux qui veulent écrire et donner des tons différents à le faire. Personne ne nous oblige de distribuer un seul tract et de ne montrer qu'une seule façon de voir la politique.

Parce que nous nous croisons chaque jour sans nous adresser la parole

Parce qu'on aimerait bien se réapproprier ce qui était à nous

Parce qu'il ne nous reste plus qu'à attendre docilement la permission d'une icône lumineuse pour emprunter temporairement la voie publique ceux qu'on ne connaît pas encore

Parce que ça permettra de rencontrer

Parce qu'au pire on ronge son frein à l'intérieur d'engins impersonnels dans l'impatience de rejoindre sa sphère privée

Parce qu'il est absurde de demander l'autorisation pour faire la fête dans la rue

Parce que l'espace public n'est désormais plus utilisé que pour rejoindre au plus vite les grandes surfaces

Parce que demain peut-être, effrayés par la liberté

Parce que bientôt rien ne pourra plus arriver

Ils s'en iront voter par millions

Parce qu'on en a marre de consommer des activités préemballées

Pour l'ordre et la sécurité

Parce que les révolutions ça se fait dans la rue

et continuer marcher droit éviter le trou
s'éviter
entre autres : une paranoïa

un encadré nous transporte. parcours fléché.
aération des portes. on supporte.
jusqu'au d'élire
pointer s'asseoir attendre s'assoupir
s'amortir
en rails.
l'état conducteur est un état capital.

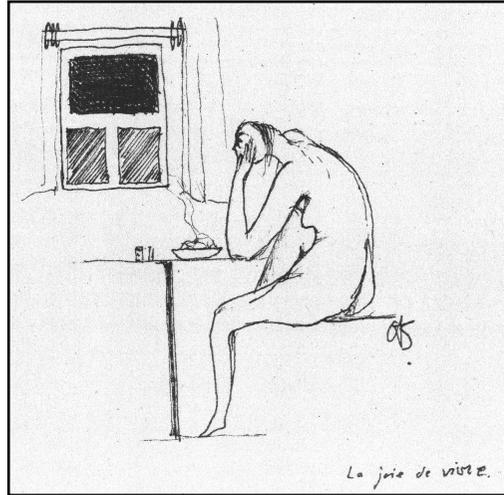
où sont passés les claustrophobes ?

encerclés. étouffés. anesthésiés. suicidés.
le contrôle
à l'arme la peur
et ses maux disent de
m'ordre :
« en ligne visas blancs
pour faire la lessive
broyez du sans
soyez vos-races
amor pour la nation
que l'étranger ne s'ess'aime »

si à-droite-ment l'extrême, les médiat(u)eurs
parlent mentent

leurres sourires prometteurs.

il faut éclater. exploser ce moteur.



Les conséquences de la nouvelle procédure d'asile. La division efficace entre intégré et déporté

Durant ces six derniers mois, il y a eu en Belgique une vague d'occupations d'églises et de grèves de la faim par des sans papiers.

De février à maintenant, il y a eu une quarantaine d'occupations et de nombreux grévistes. La structure de l'UDEP (l'Union pour la défense des sans papiers) qui est ramifiée dans toute la Belgique et l'occupation réussie de l'église Saint-Boniface à Bruxelles qui a mené à la régularisation de dizaines de sans papiers a développé une dynamique qui semblait ne pas pouvoir s'arrêter.

Avec l'envol pris par la lutte, les charognards, qui voyaient dans la combativité animée une chance exquise pour se mettre sur la carte politique, se sont réveillés. Partout apparaissaient aux réunions de l'UDEP des figures (1) qui manipulaient les gens, qui s'approprièrent le pouvoir de décision et qui faisaient disparaître toute apparence d'indépendance de l'UDEP par rapport au secteur social, aux différentes églises, aux syndicats et aux partis politiques. Certains

départements d'UDEP ressemblaient de plus en plus à de telles organisations. Tout était fait pour empêcher les initiatives actives d'occupations (d'églises ou d'autres bâtiments). En revanche, la participation passive à des circuits touristiques d'églises en églises a été proposée au sans papiers désespérés. Fatigués des discours politiques et incapables d'avancer des propositions d'action eux-mêmes, les sans papiers ont décidé d'accepter ces tours d'asile d'église. Au lieu d'une occupation, avait lieu un spectacle médiatisé avec le petit mot de bienvenu par le prêtre (« ceci n'est pas une occupation par les mauvais illégaux, mais un asile d'église bien intentionné et cordial »). Il s'agissait d'un déménagement misérable d'églises en églises sans aucune possibilité de construire des affinités avec l'entourage ; d'un succès du soutien facile, formel, abstrait et trop fixé sur les médias et non

pas d'une solidarité effective et concrète. L'organisation de ce cirque a causé la destruction totale de toute structure non-hiérarchique et collective des noyaux d'UDEP locaux. Les trois revendications de l'UDEP (la fermeture des centres fermés, l'arrêt immédiat des expulsions, la régularisation générale) n'étaient que des mots qui ont été écrits sur papier une fois. En réalité, il ne reste plus rien des deux premiers, et le troisième a complètement été vidé de son sens. Ainsi, le mouvement a été estropié dès le début. Développer des idées et donner une direction à la lutte était impossible à cause des doubles agendas des charognards.

Ces derniers mois, beaucoup de militants ont entamé une grève de la faim. Il y en a eu dans les 'centres ouverts' (des camps où les sans papiers sont contrôlés pendant leur procédure d'asile) comme au Petit Château à Bruxelles, l'ancienne base militaire de Broechem et l'ancienne caserne militaire de St-Truiden, dans le 'centre fermé' de Vottem (une prison protégée par des enceintes élevées et des fils de fer barbelés où les sans papiers sont enfermés après une rafle ou une arrestation arbitraire en attendant leur déportation, sans procédure judiciaire), dans les églises comme par exemple la Notre Dame de la Lumière à Glain (Liège), l'église des minimes à Bruxelles ou la maison de paroisse Saint-Michel à Louvain. La presse a fait le silence complet sur la plupart des ces grèves de la faim contrairement aux reportages qu'elle a pu faire sur l' 'amnistie humaine' pour les « demandeurs d'asile intégrés » (2) ou sur les méditations du cardinal Danneels concernant l'endroit propre pour les actions des « illégaux ».

Autour du projet de loi et la régularisation

Au moment où ceux qui dictaient les idées de l'UDEP ne parlaient que d'une régularisation qui serait oui ou non « humaine », et où ceux qui occupaient les églises et ceux qui étaient enfermés entamaient une grève de la faim souvent en dehors de ces débats imposés, le plus grand dénominateur commun semblait être l'espoir d'une nouvelle vague de régularisation. Pourtant, personne n'osait le dire parce que revendiquer une telle régularisation excluait tous ceux qui n'avaient jamais déposé une demande d'asile, ceux qui n'étaient pas en ordre avec leur procédure et ceux qui étaient hors procédure. Pour réaliser cette vague de régularisation, un vrai projet de loi a été établi, en collaboration avec Progress Lawyers Network, qui déterminait légalement les critères d'une régularisation possible. Quelques partis

politiques comme Ecolo et le PS ont soutenu ce projet au parlement. Ils exigeaient des critères clairs. Ce que ça voulait dire réellement, c'était transférer le pouvoir de Dewael de décider de la vie d'un sans papier (en ce moment c'est lui qui a le dernier mot sur chaque régularisation) vers un Code où serait inscrits quelques critères. Alors que ces critères paraissent à première vue assez inclusifs, ils excluent quand même une grande partie des sans papiers. Ils sont basés sur des choses froides et opportunistes comme « la contribution socio-économique à la Belgique » ou « la bonne intégration » et livrent volontairement tous ceux qui ne satisfont pas à la machine de déportation.

Le poker, qui avait comme enjeu la vie de bien des humains et auquel jouaient les grands personnages au parlement, a abouti à une victoire de Dewael. Malgré la pression des occupants d'églises et des grévistes de la faim, son projet de loi a été introduit sans d'autres adaptations, mise à part le débat avec le PS sur le contenu de ses critères personnels. La veille du vote du projet de loi, l'église occupée d'Anderlecht a été expulsée par la police anti-émeute. Cette expulsion a été ordonnée par le bourgmestre Jacques Simonet (MR) en collaboration avec Dewael et l'Office des Étrangers. Comme si l'Office voulait exprimer ainsi son soutien à la nouvelle loi d'asile. Les points principaux de la nouvelle législation sont la procédure raccourcie qui durera au maximum un an et le blocage de la possibilité d'appel au Conseil d'État (qui serait le principal responsable des procédures qui durent des années). Au fond, cette nouvelle législation sert à estimer et à rejeter les gens plus efficacement. Puisque ceux qui entrent dans les critères une régularisation possible ne sont qu'une minorité, la situation ne fera qu'empirer pour tous ceux qui ne sont pas pris en compte : la division plus efficace entre les « bons » demandeurs d'asile et les « mauvais » ne peut avoir comme conséquence qu'une situation encore plus dangereuse (dans la rue, dans le transport public, etc.) pour les « mauvais ». Une nouvelle impulsion pour l'industrie de l'intégration

Les critères que le PS a voulu reprendre dans la loi, ainsi que les critères que Dewael a mis en avant durant le vote sur la loi d'asile, font preuve d'une manifeste rhétorique d'intégration. Plus que jamais le critère d'intégration' serait l'élément le plus important dans la procédure d'asile raccourcie. Il s'agit d'admettre ceux qui sont utiles, surtout économiquement, et de déporter le reste aussi tôt possible. C'est l'application du contrôle différencié (3) propre au capitalisme post-industriel à la procédure

**carrefour
des luttes**

